
ANDBANC MONACO
Société Anonyme Monégasque
au capital de 21.000.000 euros
Siège social : 1, avenue des Citronniers - Monaco

BILAN SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2014
(en milliers d'euros)

ACTIF	2013	2014
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public.....		
Comptes courants postaux.....	2 621	18 744
Créances sur les établissements de crédit.....	83 724	140 217
Créances sur la clientèle.....	196 094	220 576
Obligations et autres titres à revenu fixe.....	28 199	26 983
Actions et autres titres à revenu variable.....		
Parts dans les entreprises liées.....		

Immobilisations incorporelles	8 342	8 257
Immobilisations corporelles	111	355
Autres actifs	394	577
Comptes de régularisation	22 792	22 763
TOTAL DE L'ACTIF	342 276	438 472
PASSIF	2013	2014
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public		
Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit	607	2 942
Comptes créditeurs de la clientèle	287 368	378 586
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	2 158	2 797
Comptes de régularisation	24 529	24 905
Provisions pour risques et charges	512	351
Fonds pour risques bancaires généraux	1 993	3 163
Dettes subordonnées		
Capital souscrit	21 000	21 000
Capital non appelé		
Réserves	2 352	2 376
Report à nouveau	1 279	1 733
Résultat de l'exercice	478	618
TOTAL DU PASSIF	342 276	438 472

HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers d'euros)

	2013	2014
Engagements donnés	21 970	16 296
Engagements de financement	7 837	6 645
Engagements de garantie	13 893	9 651
Autres Engagements	240	0
Engagements reçus	91 700	91 700
Engagements de financement	90 000	90 000
Engagements de garantie	1 700	1 700

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers d'euros)

	2013	2014
Intérêts et produits assimilés	4 533	5 722
Intérêts et charges assimilés	-511	-755
Revenus des titres à revenu variable		
Commissions (produits)	8 455	9 319
Commissions (charges)	-315	-229
Pertes sur opérations financières	-1 483	-715
Gains sur opérations des portefeuilles de négociation	1 588	1 018
Gains sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	5	5
Autres charges d'exploitation bancaire		

PRODUIT NET BANCAIRE	12 272	14 366
Charges générales d'exploitation	-10 707	-12 020
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-147	-162
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 418	2 184
Coût du risque	-108	-33
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 310	2 151
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence.....		
Gains ou pertes sur actifs immobilisés.....		
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 310	2 151
Résultat exceptionnel.....	-1	-51
Impôts sur les bénéfices	-232	-312
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition.....		
Dotation - reprise des fonds pour risques bancaires généraux.....	-600	-1 170
Intérêts minoritaires.....		
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	478	618

NOTES ANNEXES AUX COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

1. Actionnariat au 31 décembre 2014

Au 31 décembre 2014, la répartition du capital en nombre de parts se décompose comme suit :

- 209 997 actions ANDORRA BANC AGRICOL REIG SA (99,99 %)
- 1 action Monsieur Jose Luis MUNOZ LASUEN
- 1 action Monsieur Galo Juan SASTRE CORCHADO
- 1 action Monsieur Gérard GRISSETI

2. Principes et Méthodes comptables

Les principales méthodes comptables adoptées par la Banque sont utilisées conformément à la réglementation applicable aux établissements de crédit en Principauté de Monaco, selon les règlements CRC n° 2000-03 et CRBF 91-01.

2.1 / Indépendance des exercices

Les opérations sont comptabilisées en respectant le principe de la séparation des exercices : les intérêts et commissions assimilées sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis ; les autres commissions ainsi que les revenus des actions sont enregistrés lors de leur encaissement ou de leur paiement.

2.2 / Opérations libellées en devises

Conformément au règlement 89-01 modifié du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, les créances et dettes libellées en devises sont converties aux taux de change indiqués par la Banque Centrale Européenne le dernier jour de Bourse du mois de décembre. Les différences pouvant résulter de cette conversion sont portées au compte de résultat. Les positions de change sont réévaluées mensuellement en appliquant le cours en vigueur en fin de mois. Le résultat de change ainsi dégagé est inclus dans le compte de résultat sous la rubrique « Solde en bénéfice ou en perte des opérations de change ».

Les transactions en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de l'opération.

En application des articles 5 du règlement 89-01 modifié et 4 de l'instruction 89-04, les positions de change à terme sont réévaluées :

- au cours du terme lorsqu'il s'agit d'opérations de change à terme dites « sèches » ou de change à terme effectué en couverture d'une autre opération de change à terme ;
- au cours du comptant pour les autres opérations.

2.3 / Utilisation des produits dérivés

Andbanc Monaco SAM utilise des produits dérivés à la demande de sa clientèle.

- soit de façon directe : achat/vente d'options (principalement sur les actions et sur le change). Ces opérations sont réalisées en OTC.
- soit de façon indirecte : achat de produits structurés utilisant des produits dérivés (options, futures) pouvant induire un effet de levier. Par exemple des « reverse convertibles », des « leverage cac »... Ces produits prennent la forme d'EMTN ou de certificats.

L'utilisation des produits dérivés a progressé au cours de l'exercice. Le nombre total de transactions et les montants traités en 2014 concernant les options et les produits structurés sont de :

- Options de change : 700 milliers d'euros pour 2 opérations
- Options sur titres : 13.593 milliers d'euros pour 8 opérations
- Produits structurés : 73.890 milliers d'euros pour 482 opérations
- Warrants : 1.981 milliers d'euros pour 65 opérations

Ces opérations sont principalement réalisées par un nombre restreint de clients, qui sont des clients avertis. La gestion sous-mandat peut également utiliser des produits dérivés en direct.

2.4 / Opérations sur titres

Conformément au règlement n° 2005-01 modifié par les règlements n° 2008-07 et n° 2008-17 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, la Banque a classé sous la rubrique « opérations sur titres » tous les titres achetés dans le cadre de ses interventions habituelles :

- selon leur nature : titres à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, obligations assimilables du trésor, titres à revenu fixe et titres à revenu variable ;
- selon le portefeuille de destination en fonction de l'intention de gestion : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement ou titres de participation.

Portefeuille Titres au 31/12/2014

Obligations et autres titres à revenu fixe (en milliers d'euros)	2013	2014
Titres d'investissement	27 794	26 545
Titres de placement		
Titres de transaction		
Créances rattachées	405	438
TOTAL	28 199	26 983
Provisions existantes		
MONTANT NET	28 199	26 983
Titres du secteur public	27 494	26 545
Titres du secteur privé	300	0,0
Créances rattachées	405	438
TOTAL	28 199	26 983
Ventilation des titres d'investissement par durée résiduelle (en milliers d'euros)	2013	2014
Moins de 3 mois	1 336	0
De 3 mois à 1 an	6 081	6 149
De 1 an à 5 ans	6 259	0
Plus de 5 ans	14 523	20 834
TOTAL	28 199	26 983

2.5 / Titres d'investissement

Les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable sont classés sous la rubrique « Titres d'investissement » ; ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres.

Ces titres d'investissements peuvent être couverts par des contrats d'échange de taux d'intérêts. Lors de l'arrêté comptable, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes ne font pas l'objet d'une dotation pour dépréciation, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou une probabilité de défaillance de l'émetteur.

Conformément au règlement n° 2005-03 modifié, sont considérés comme douteux les titres d'investissement pour lesquels la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Sont ainsi considérés comme douteux les titres présentant un impayé de 3 mois, ainsi que les titres présentant des caractéristiques de risque avéré.

Les dotations et reprises de dépréciations, ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont présentées dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

2.6 / Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix de revient historique sous déduction des amortissements cumulés.

Les méthodes d'amortissements et les durées de vie estimées sont les suivantes :

Fonds de Commerce	non amorti	
Matériel de transport	4 ans	linéaire
Mobilier et matériel de bureau, agencements, installations	5 et 10 ans	linéaire
Autre matériel informatique	3 ans	linéaire
Frais d'acquisition de logiciels	1 an	linéaire
Frais de développement et d'acquisition du progiciel bancaire	5 ans	linéaire
Droit au bail	non amorti	

L'Actif immobilisé s'élève à 11.487 milliers d'euros (en valeur brute), y compris le fonds de commerce comptabilisé à 8.000 milliers d'euros et ayant fait l'objet d'un impairment test sans mettre en évidence d'indice de dépréciation.

Les frais d'établissement sont à 516 milliers d'euros (en valeur brute) et sont amortis sur 5 ans.

Les logiciels immobilisés s'élèvent à 2.455 milliers d'euros (en valeur brute).

2.7 / Impôt sur les sociétés

Les revenus en intérêts de source étrangère sont comptabilisés nets de retenue à la source.

Les crédits d'impôt relatifs à ces revenus sont imputés sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de comptabilisation de ces revenus.

2.8 / Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Elles sont ventilées en comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les prêts consentis et les engagements de crédits confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration, et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur un système de notation des risques de crédit en les répartissant en trois grandes rubriques :

- A : Clients sains
- B : Clients sensibles et douteux
- C : Clients contentieux

Ces rubriques sont assorties de sous rubriques déterminant le degré de risque établi pour un client ou groupe de clients.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie (principe de contagion).

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés sont également reclassées parmi les créances saines.

Lorsque la restructuration d'une créance reclassée parmi les créances saines a été conclue à des conditions hors marché, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart d'intérêt entre les nouvelles conditions de rémunération et le taux le plus faible entre le taux d'intérêt d'origine de la créance

et le taux de marché prévalant au jour de la restructuration. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, quel qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est définitivement déclassée en créance douteuse compromise.

2.9 / Provision pour créances douteuses

La provision pour créances douteuses est dotée sur la base des risques de non-recouvrement évalués par la Direction de la Banque. Les provisions en euros affectées aux risques en euros et en devises sont déduites des rubriques appropriées de l'actif du bilan. Les intérêts impayés à plus de 3 mois sont considérés comme douteux et peuvent faire l'objet d'une provision.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exclusion des dotations aux provisions relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi provisionnés, dans le produit net bancaire. L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées figure au même titre que les intérêts dans le produit net bancaire.

2.10 / Engagements de retraite

a – Indemnités de départ à la retraite

En application de dispositions internes plus favorables aux salariés que celles contenues dans la Convention Collective, la Banque verse au Personnel partant à la retraite une indemnité de départ.

Une évaluation actuarielle des indemnités de départ à la retraite a été effectuée selon la méthode prospective avec variante ; la dette enregistrée correspond à la valeur actuelle des droits potentiels pour le personnel en activité avec projection des augmentations futures de salaires. Elle s'élève à 228 milliers d'euros au 31 décembre 2014. Cette évaluation est totalement provisionnée.

b – Primes pour médailles du travail

La dette enregistrée correspond à la valeur actuelle des droits potentiels pour le personnel en activité. Elle s'élève à 80 milliers d'euros au 31 décembre 2014. Cette évaluation est totalement provisionnée.

2.11 / Fonds pour Risques Bancaires Généraux : (F.R.B.G.)

La Direction Générale a décidé en fin d'année 2014, de doter le FRBG d'un montant de 1.170 milliers d'euros.

Il représente 3.163 milliers d'euros au 31 décembre 2014, dans la limite de 0,40 % des AuM (Assets under Management) administrés et 0,50 % des AuM gérés.

2.12/ Actifs grevés

En application des dispositions de l'arrêté du 19 décembre 2014, la Banque ne dispose d'aucun actif du bilan grevé.

Actifs au 31/12/2014 :

Actifs Grevés	Valeur comptable		Variations	Juste valeur		Variations
	2013	2014		2013	2014	
<i>en milliers d'euros</i>						
Instrument de capitaux						
Titres de créances						
Autres actifs						
TOTAL	0	0		0	0	

Actifs Non Grevés	Valeur comptable		Variations	Juste valeur		Variations
	2013	2014		2013	2014	
<i>en milliers d'euros</i>						
Instrument de capitaux						
Titres de créances	28 199	26 983	-4,31 %	28 276	29 547	4,49 %
Autres actifs	314 077	411 489	31,02 %	-	-	-
TOTAL	342 276	438 472	28,10 %	28 276	29 547	4,49 %

3. Autres informations

Créances et dettes envers les établissements de crédit (en milliers d'euros)

Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont classées au bilan suivant leur durée.

Au 31 décembre 2014, la présentation de ces postes selon la durée restant à courir était la suivante :

CREANCES	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	2013	2014	Variations
COMPTES A VUE	95 109				59 236	95 109	60,6 %
PRÊT JJ	37 888				0	37 888	
PRETS TERME	22 579	3 371	0	0	27 088	25 950	-4,2 %
PRETS FINANCIERS							
CREANCES RATTACHEES	13				21	13	-37,7 %
TOTAL	155 589	3 371	0	0	86 345	158 961	84,1 %

DETTES	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	2013	2014	Variations
COMPTES A VUE	2 870				527	2 870	444,5 %
EMPRUNTS JJ	0				0	0	
EMPRUNTS TERME	0	7	34	30	80	72	-9,6 %
DETTES RATTACHEES	0				0	0	
TOTAL	2 870	7	34	30	607	2 942	384,9 %

Créances et dettes envers la clientèle représentées par un titre (en milliers d'euros)

Les créances et dettes envers la clientèle sont classées au bilan suivant leur durée. A la fin de l'exercice 2014, la présentation de ces postes selon la durée restant à courir était la suivante :

CREANCES	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	2013	2014	Variations
COMPTES A VUE	48 540				48 892	48 540	-0,7 %
PRÊT JJ					0	0	
PRETS TERME					0	0	
PRETS FINANCIERS	4 306	3 537	122 728	41 046	146 797	171 617	16,9 %
Créances rattachées	419				405	419	3,5 %
TOTAL	53 265	3 537	122 728	41 046	196 094	220 576	12,5 %

DETTES	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	2013	2014	Variations
COMPTES A VUE	374 365				280 182	374 365	33,6 %
EMPRUNTS JJ					0	0	
PRETS TERME	837	3 371			7 170	4 208	-41,3 %
DETTES RATTACHEES	13				17	13	-20,0 %
TOTAL	375 215	3 371	0	0	287 368	378 586	31,7 %

Risques sur crédits à la clientèle (en milliers d'euros)

L'analyse des encours (engagements de garantie à l'actif du Hors-Bilan) au 31 décembre 2014 fait ressortir 100 % de risques sains. La situation ne nécessite la constitution d'aucune provision.

	2013	2014	Variations
Engagements globaux bruts	13 893	9 651	-30,5 %
Engagements sains	13 893	9 651	-30,5 %
Engagements douteux			
Provisions			
Engagements nets	13 893	9 651	-30,5 %
Taux d'engagement des engagements douteux			
Poids des douteux sur encours global			

Immobilisations (en milliers d'euros)

	2013	Augmentation	Diminution	2014	Variations
Fonds de commerce	8 000	0		8 000	0,0 %
Immobilisations incorporelles	516	0		516	0,0 %
Matériel de transport	0,00	0		0	
Mobilier et matériel de bureau et informatique	145	82		226	56,5 %
Agencements, Installations	74	200		274	269,3 %
Immobilisations en cours		8		7,55	
Logiciels	2 423	31		2 455	1,3 %
Œuvre d'arts	9	0		9	0,0 %
Valeur brute	11 167	320	0	11 487,5	2,9 %
Amortissements	-2 714	-162	0	-2 876	6,0 %
Valeur nette	8 453	158	0	8 612	1,9 %

Autres actifs et passifs (en milliers d'euros)

AUTRES ACTIFS	2013	2014	Variations
Dépôts et garantie versée	272	348	28,0 %
T.V.A.	8	50	547,6 %
Débiteurs divers Etat	83	175	111,2 %
Débiteurs divers	31	3	-90,0 %
Divers	0	0	-100,0 %
TOTAL	394	577	46,4 %

AUTRES PASSIFS	2013	2014	Variations
Primes sur Instruments financiers			
Prélèvements et autres impôts	561	557	-0,8 %
Impôts société à payer	219	312	42,4 %
T.V.A.	2	169	7 817,4 %
Personnel et organismes sociaux	1 320	1 680	27,3 %
Créditeurs divers	55	73	33,6 %
Divers	1	5	578,8 %
TOTAL	2 158	2 797	29,6 %

Comptes de régularisation (en milliers d'euros)

	2013	2014	Variations
ACTIF			
Produits à recevoir	78	112	43,1 %
Charges payées ou comptabilisées d'avance	42	31	-27,5 %
Comptes de recouvrement	27	0	-100,0 %
Autres comptes débiteurs	22 644	22 621	-0,1 %
TOTAL	22 792	22 763	-0,1 %
PASSIF			
Charges à payer	1 525	2 280	49,5 %
Produits perçus ou comptabilisés d'avance	26	0	-100,0 %
Comptes de recouvrement	153	196	28,3 %
Autres comptes créditeurs	22 825	22 429	-1,7 %
TOTAL	24 529	24 905	1,5 %

Provision pour risques et charges et FRBG (en milliers d'euros)

	2013	Dotations	Reprises	Utilisations	2014
Provision pour risques et charges diverses	185	43	185		43
Provisions risques opérationnels					
Provisions pour indemnités de retraite	222	6	0		228
Provisions pour médailles	104	0	24		80
Provision pour risques bancaires	1 993	1 170	0		3 163
TOTAL	2 505	1 219	209	0	3 514

Variation des capitaux propres (en milliers d'euros)

	2013	Affectation du Résultat	Résultat de l'exercice	2014	Variations
Capital Social	21 000			21 000	0,0 %
Primes d'émission					
Réserve légale	1 506	24		1 530	1,6 %
Réserve Réglementée					
Réserve facultative	846	0		846	0,0 %
Report à nouveau	1 279	454		1 733	35,5 %
Dividendes					
Résultat de l'exercice	478	-478	618	618	29,4 %
	25 109	0	618	25 727	2,5 %

Réserve légale

La réserve légale est constituée par un prélèvement obligatoire de 5 % du bénéfice net.

Cette réserve n'est pas distribuable.

Réserve facultative

La réserve facultative est constituée par l'affectation d'une partie du résultat, décidée en assemblée générale.

Intérêts, Produits et charges assimilés (en milliers d'euros)

	PRODUITS		CHARGES		MARGE NETTE		VARIATIONS
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	
Sur opérations avec les établissements de crédit	375	217	7	9	368	208	-43,4 %
Sur opérations avec la clientèle	3 391	4 250	295	405	3 096	3 845	24,2 %
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	767	1 255	209	342	558	913	63,7 %
Autres intérêts et produits assimilés							
TOTAL	4 533	5 722	511	755	4 022	4 967	23,5%

Commissions (en milliers d'euros)

Commissions Perçues	2013	2014	Variations
Clientèle	1 705	1 458	-14,5 %
Opérations sur titres	3 863	5 305	37,3 %
Opérations sur produits structurés	2 826	2 501	-11,5 %
Opérations de hors-bilan	62	55	-10,5 %
TOTAL	8 455	9 319	10,2 %

Commissions Payées	2013	2014	Variations
Etablissements de crédit	105	130	23,0 %
Charges s/instrument cours de change	21	0	-100,0 %
Opérations sur titres	189	99	-47,7 %
TOTAL	315	229	-27,5 %
COMMISSIONS NETTES	8 139	9 091	11,7 %

Charges générales d'exploitation (en milliers d'euros)

	2013	2014	Variations
Salaires	4 302	4 615	7,3 %
Charges Sociales	1 130	1 289	14,0 %
Impôts et Taxes	8	11	28,7 %
Services extérieurs et autres frais administratifs	5 267	6 105	15,9 %
TOTAL	10 707	12 020	12,3 %

Coût du risque (en milliers d'euros)

	Opérations avec la clientèle 2014	Autres opérations	TOTAL
Dotations aux provisions	43	6	49
Dotations aux provisions liées à l'effet temps			
Dotations aux provisions liées à la décote			
Reprises de provisions	0	-24	-24
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	8		8
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions			
Récupération sur créances amorties			
Solde Bénéfice des corrections de valeurs /créances			33

Une dotation pour risques clients de 43 milliers d'euros a été comptabilisée sur l'exercice 2014, pour dossiers juridiques en cours.

Concernant les dotations et les reprises de provisions sur les autres opérations, le solde représente les régularisations des provisions pour indemnités de retraite et médailles du travail de l'année 2014.

Charges et produits exceptionnels (en milliers d'euros)

CHARGES EXCEPTIONNELLES	2013	2014	Variations
Fonds de garantie			
Charges exceptionnelles d'exploitation	52	54	2,8 %
Charges exceptionnelles	2	38	
TOTAL	55	92	68,4 %
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2013	2014	Variations
Produits exceptionnels d'exploitation	33	20	
Produits exceptionnels	21	21	1,7 %
TOTAL	54	41	-23,6 %
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1	-51	54,2 %

Opérations fermes à terme en devises (en milliers d'euros)

	2013	2014	Variations
Euro à recevoir contre devises à livrer	39 583	44 594	12,7 %
Change à terme et opérations d'échange de trésorerie	39 583	44 594	12,7 %
Opérations d'échanges financiers			
Devises à recevoir contre euro à livrer	39 760	44 821	12,7 %
Change à terme et opérations d'échange de trésorerie	39 760	44 821	12,7 %
Opérations d'échanges financiers			
Devises à recevoir contre devises à livrer			
Change à terme et opérations d'échange de trésorerie			
Opérations d'échanges financiers			
Devises à livrer contre devises à recevoir			
Change à terme et opérations d'échange de trésorerie			
Opérations d'échanges financiers			

Effectifs

La moyenne de notre effectif durant l'année 2014 se ventile de la façon suivante :

Cadres hors classe	3
Cadres	27
Gradés	12
Employés	0
Intérim	1

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2014

Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous rendons compte, dans le présent rapport, de la mission générale et permanente qui nous a été confiée, par décision de l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2013 pour les exercices 2013, 2014 et 2015.

Les états financiers et documents sociaux, arrêtés par votre Conseil d'Administration, ont été mis à notre disposition dans les délais légaux.

- Le total du bilan s'élève à 438 471 635,90 €
- Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice net de 618 346,38 €

Notre mission, qui consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, a été accomplie selon les normes professionnelles et en faisant application des règles relatives au contrôle des établissements relevant

de la réglementation bancaire. Elle nous a conduits à examiner les opérations réalisées par votre société pendant l'exercice 2014, le bilan au 31 décembre 2014, le compte de résultat de l'exercice et l'annexe, clos à cette date.

Ces documents ont été établis suivant les prescriptions légales et selon les mêmes formes et au moyen des mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

Nous avons vérifié les divers éléments composant l'actif et le passif ainsi que les méthodes suivies pour leur évaluation et pour la discrimination des charges et produits. Notre examen a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises qui prévoient que nos travaux soient planifiés et réalisés de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d'irrégularités significatives.

Une révision comptable comprend l'examen, par sondages, de la justification des montants et des informations contenus dans les états financiers, ainsi que l'appréciation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par vos dirigeants.

A notre avis, les états financiers au 31 décembre 2014 tels qu'ils sont annexés au présent rapport et soumis à votre approbation, reflètent d'une manière sincère, en conformité avec les prescriptions légales et les usages professionnels, la situation active et passive de votre société au 31 décembre 2014 et le résultat de l'exercice de douze mois clos à cette date.

Nous avons aussi vérifié les informations financières contenues dans le rapport de votre Conseil d'Administration, la proposition d'affectation des résultats et le respect des dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement de votre société. Nous n'avons pas d'observation à formuler.

Monaco, le 25 mars 2015.

Les Commissaires aux Comptes,

Stéphane GARINO

Vanessa TUBINO

—————
Le Rapport de gestion et le Rapport annuel 2014 d'ANDBANC MONACO SAM sont disponibles au siège social de la Banque ainsi que sur son site internet www.andbank-monaco.mc.
